

Royaume-Uni : la pauvreté s'accroît

relative pauvreté en 2022.

Partage international n° 413 - Février 2023

Alors que la controverse fait rage au Royaume-Uni sur la manière de stimuler la croissance et sauver l'économie dont le déficit annuel est estimé à 177 milliards de livres sterling (201 milliards d'euros), le rapporteur des Nations unies sur l'extrême pauvreté, Olivier de Schutter, a fait part de sa profonde inquiétude face à l'accroissement de l'austérité qui sera générée par le nouveau budget dévoilé le 17 novembre 2022. Déjà, 22 % des Britanniques, soit 14,5 millions de personnes vivent dans une relative pauvreté, selon la Fondation Joseph Rowntree.



Photo : [Walt Jabsco](#), CC BY-NC-ND 2.0, via flickr
Une manifestation contre le gouvernement conservateur du Royaume-Uni.

La pancarte centrale déclare :
« Un million a recours aux banques alimentaires ». Une étude estime que 14,5 millions de britanniques vivent dans une

O. de Schutter a averti : « C'est le pire moment pour imposer de telles restrictions. Vous n'imposez pas des mesures d'austérité lorsque la population dans son ensemble doit faire face à une crise du coût de la vie. Ce qu'il faut faire, c'est taxer les riches, les grandes sociétés.

Dans le cadre des obligations relatives aux droits de l'homme, il est clairement requis de ne pas adopter des mesures régressives. [...] Ne pas aligner les prestations sociales ou les salaires minimum sur l'augmentation du coût de la vie est une mesure régressive. Le gouvernement violerait ses obligations internationales en matière de droits de l'homme s'il en venait à réduire les prestations sociales en valeur réelle. Et c'est pourtant ce à quoi nous pourrions assister. »

Royaume Uni

Sources : The Guardian, UK

Thématiques : [Société](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)